
Sur les défis de la souveraineté alimentaire européenne

Pour nos aïeux, débattre de la souveraineté alimentaire européenne aurait été impensable et incongru. Et pourtant, aujourd'hui, ce sujet est devenu une préoccupation majeure.

À deux ans d'intervalle, du fait de la pandémie et de la guerre russe contre l'Ukraine, l'histoire nous a rappelé, **à nous européens**, l'importance géopolitique de l'agriculture européenne, en tant que facteur de paix et de solidarité entre les États membres et dans le monde.

Elle nous a rappelé, **à nous européens**, que la politique agricole commune était une politique ancienne mais qu'elle n'était pas une vieille politique car, au contraire, elle est au croisement de multiples enjeux du monde de demain comme la sécurité et la qualité alimentaire, l'environnement, la vie des territoires, l'énergie, la santé de nos concitoyens...

Elle nous a rappelé, **à nous européens**, la chance que nous avons d'avoir une agriculture performante et diversifiée, en perpétuelle évolution, mais qui souffre trop souvent de revenus trop bas, de charges de plus en plus élevées pour les agriculteurs et d'une incompréhension parfois préoccupante entre citoyens et producteurs et entre urbains et ruraux.

Aujourd'hui, des questions de deux ordres doivent être traitées !

Tout d'abord, des mesures immédiates doivent être prises pour répondre aux difficultés engendrées par la guerre en Ukraine, qu'il s'agisse de coûts de production pour certains agriculteurs ou de prix à payer par les consommateurs !

Nous allons devant une crise alimentaire majeure si nous ne réagissons pas dans ce sens. Ne serait-il pas utile de réorienter, le temps nécessaire et dans une logique contra - cyclique, les aides de la Politique Agricole Commune (PAC) dans la filière céréalière par exemple ?

Il faut aussi envisager d'arbitrer les urgences entre productions alimentaires et énergétiques. Envisager également une action, forte parce que nécessaire et efficace à court terme, en matière de stocks alimentaires stratégiques. Quelle est à ce sujet la position de négociation de la Commission de l'Union Européenne (UE) avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), au-delà même de la crise actuelle ? Quelle politique d'aide alimentaire en direction des européens les plus démunis ?

Et enfin quelle politique budgétaire européenne pour mettre en œuvre l'indispensable stratégie de durabilité « [Farm to fork](#) » qui ne doit surtout pas être abandonnée.

Quelle est donc, au-delà de la PAC décevante de 2023 – en tout cas, on le mesurera, je crois – l'ambition de la Commission pour que l'agriculture apporte une réponse forte aux problèmes structurels et conjoncturels des agriculteurs tout en augmentant l'autonomie stratégique de l'UE sur le volet alimentaire et santé ?

Il faut acter, concrètement, que l'agriculture européenne doit être une priorité pour demain. Une priorité à caractère géopolitique.

C'est que nous attendons de la part de la Présidence Française de l'Union Européenne et de la Commission de l'UE ! Je vous remercie.